

Brochure n° 3047

Convention collective nationale

IDCC : 1761. – **COMMERCE DE GROS DES TISSUS,
TAPIS ET LINGE DE MAISON**

■ *Journal officiel* du 18 juillet 2009

**Arrêté du 10 juillet 2009 portant extension d'un accord conclu dans
le cadre de la convention collective nationale du commerce de
gros des tissus, tapis et linge de maison (n° 1761)**

NOR : MTST0916287A

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité
et de la ville,

Vu le code du travail, notamment son article L. 2261-15 ;

Vu l'arrêté du 15 juillet 1994 et les arrêtés successifs, notamment l'arrêté
du 23 juin 2008, portant extension de la convention collective nationale du
commerce de gros des tissus, tapis et linge de maison du 15 décembre 1993
et de textes la complétant ou la modifiant ;

Vu l'accord du 15 janvier 2009, relatif à l'égalité professionnelle entre les
femmes et les hommes, conclu dans le cadre de la convention collective sus-
visée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 12 mai 2009 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective
(sous-commission des conventions et accords), rendu lors de la séance du
3 juillet 2009,

Arrête :

Article 1^{er}

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés
compris dans le champ d'application de la convention collective nationale du
commerce de gros des tissus, tapis et linge de maison du 15 décembre 1993,

les dispositions de l'accord du 15 janvier 2009, relatif à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, conclu dans le cadre de la convention collective susvisée, sous réserve de l'application des dispositions de l'article L. 2241-9 du code du travail qui prévoient que les négociations annuelles sur les salaires et quinquennale sur les classifications visent également à définir et programmer les mesures permettant de supprimer les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes avant le 31 décembre 2010.

Le dernier alinéa de l'article II (Formation) est étendu sous réserve de l'application des dispositions du premier alinéa de l'article L. 6323-2 du code du travail, aux termes desquelles le congé de soutien familial est également pris en compte pour le calcul des droits ouverts au titre du droit individuel à la formation.

Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'accord susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit accord.

Article 3

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 10 juillet 2009.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur général du travail,
J.-D. COMBEXELLE

Nota. – Le texte de l'accord susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2009/16, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 8,20 €.